

## Introduction

Jean-Paul Pellegrinetti

---



**Édition électronique**

URL : <http://cdlm.revues.org/8251>

ISSN : 1773-0201

**Éditeur**

Centre de la Méditerranée moderne et  
contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 juin 2016

Pagination : 9-11

ISSN : 0395-9317

**Référence électronique**

Jean-Paul Pellegrinetti, « Introduction », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 92 | 2016, mis en ligne le 15 décembre 2016, consulté le 24 février 2017. URL : <http://cdlm.revues.org/8251>

---

Ce document a été généré automatiquement le 24 février 2017.

© Tous droits réservés

---

# Introduction

Jean-Paul Pellegrinetti

---

- 1 Existe-t-il une singularité politique caractéristique de la France méditerranéenne ? Au regard des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, le poids des stéréotypes s'impose souvent dans les représentations des sociétés qui résident sur les bords de la Méditerranée. Les terres méditerranéennes apparaissent souvent éloignées du pouvoir central et en marge des événements nationaux. Elles renvoient également l'image d'un monde laissant peu de place aux idées politiques et au jeu démocratique. En matière de pratiques politiques, les luttes électorales semblent ressembler davantage à des formes d'expression des rivalités interpersonnelles ou familiales, plus qu'à des combats classiques utilisant les modes officiels de la représentation idéologique et partisane. Dès lors, le vote, avec la mise en place du suffrage universel masculin en 1848, s'apparente davantage à la résultante d'un mouvement collectif, familial et contrôlé plus qu'à celui d'un acte individuel. Qu'en est-il réellement ?
- 2 Sur les terres méditerranéennes où, depuis la Révolution française, l'histoire rejoint souvent l'ethnologie pour la compréhension des mécanismes d'adhésion des familles en politique, les liens entre le local et le national permettent de mesurer les degrés de complémentarité entre une périphérie et son centre, à partir de l'approche de formes nouvelles de pratiques et de discours des élites politiques<sup>1</sup>. Dès lors, comprendre la vie politique en terres méditerranéennes renvoie à l'étude des mécanismes d'acculturation des masses à la politique. Cette acculturation va d'ailleurs se dérouler par étapes successives en partant d'une structure verticale traditionnelle du patronage pour se transformer ensuite, avec la seconde République<sup>2</sup>, par la mise en place d'une structure transitionnelle de parrainage élitair démocratique, avant d'évoluer vers une structure horizontale résultant de la construction de la citoyenneté et du vote individuel<sup>3</sup>.
- 3 Cependant, force est de constater que même si depuis une trentaine d'années, l'historiographie politique française a connu un profond renouvellement sous l'impulsion des grands référents, à l'image de Maurice Agulhon ou de René Rémond<sup>4</sup>, paradoxalement, même si des pans entiers du Midi politique ont été traités dans un cadre départemental<sup>5</sup>, l'histoire politique de la France méditerranéenne reste encore à écrire.

- 4 Pour répondre à ces diverses problématiques, un projet intitulé « Identités et Cultures en Méditerranée (ICEM) », a été labélisé en 2012 par l'Agence Nationale de la Recherche. Porté par quatre partenaires<sup>6</sup>, le projet ICEM se propose de réfléchir sur ce que signifie être un ministre, un parlementaire, un président de conseil régional, un président de conseil départemental, un maire, ou méditerranéen en politique de la Révolution française à la V<sup>e</sup> République.
- 5 Le projet, fondé sur une large étude interdisciplinaire relative aux identités et cultures des élites politiques méditerranéennes, se propose de répondre à ces multiples questions, tout en y incluant une histoire comparative aussi bien nationale qu'internationale. Il accorde toute sa place à une analyse privilégiant systématiquement la dimension spatio-temporelle. Il s'attache également à multiplier les échelles de réflexion relatives aux divers espaces (commune, canton, département, région), aux régimes et à l'ensemble des séquences et des respirations rythmant la vie politique, en posant notamment la question des décalages entre les grandes tendances nationales et l'évolution méridionale. Le projet ICEM vise à l'établissement d'une base de données prosopographiques, d'une étude logométrique du discours des élites et la parution d'un ouvrage de synthèse. Ce dernier, fondé sur l'étude conjointe des identités locales, des cultures, des sensibilités, des représentations et des pratiques politiques en terres méditerranéennes, ou encore celle des particularismes locaux, régionaux et de l'intégration nationale, présentera un véritable tableau politique de la France du Sud-Est sur le temps long, de la Révolution française à la V<sup>e</sup> République.
- 6 Néanmoins, si le projet ICEM met l'accent sur le personnel élitaire, la compréhension des mécanismes et des pratiques politiques en terres méditerranéennes nécessite une approche complémentaire, à partir d'individus ou de familles, aussi bien urbaines que rurales, qui ne correspondent pas dans leur majorité aux critères retenus pour l'élaboration de la base de données. Ces familles, ces individus, à la tête d'un réel pouvoir économique et social, sont peu présentes dans les stratégies de conquêtes électorales. L'obtention de petits mandats politiques, généralement peu significatifs au regard de l'influence familiale, est souvent le fruit d'un long parcours et d'un investissement professionnel. Cependant ces hommes, souvent banquiers, industriels, négociants, armateurs, propriétaires fonciers ou encore patrons de presse, ne demeurent pas écartés des sphères décisionnelles. L'étude de ces individus ou de ces parcours familiaux, associée à celle de la construction de leurs réseaux, s'avère déterminante pour une analyse des pratiques et des logiques d'influences en politique sur les terres méditerranéennes.
- 7 Aussi le présent dossier, en posant les jalons d'une réflexion sur les *Élites et familles méditerranéennes influentes en politique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, s'inscrit de manière complémentaire au projet de recherche ICEM. Il constitue autant d'éléments supplémentaires à la compréhension des élites et acteurs politiques de la France méditerranéenne. Dans une volonté d'histoire comparative, l'approche s'est également effectuée à partir d'exemples pris en dehors du champ géographique de la France du Sud-Est, permettant ainsi de mesurer, s'il y a lieu, les contours des caractères politiques spécifiques de la France méridionale.

---

## NOTES

1. Voir Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire de France des régions : la périphérie française, des origines à nos jours*, Paris, Seuil, 2005 et Gilles Pécout, « Le local et le national, le centre et la périphérie », *Le Mouvement Social*, n° 187, avril-juin 1999, p. 3-9.

2. La mise en place du suffrage universel masculin en 1848 constitue le principal facteur d'éducation civique et de politisation des masses rurales. Il va contribuer à une politisation du patronage exercé par les élites aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

3. Voir Maurice Agulhon, *La République au village*, Paris, Seuil (rééd.), 1979, p. 470 à 482.

4. L'histoire politique s'est développée sous diverses formes qui sont celles de la biographie, de la monographie, des partis, des familles politiques, des ligues, des associations et des autres aspects de sociabilité politique, des formes d'expression, des cultures et des sensibilités politiques, de l'administration publique, ou encore des groupes d'influence.

5. Pour le Var, se référer notamment aux travaux de Michel Vovelle, Maurice Agulhon, Jocelyne Georges, Yves Rinaudo, Jacques Girault et Jean-Marie Guillon.

6. Le projet ICEM associe quatre partenaires : le Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine de l'Université Nice Sophia Antipolis (CMMC), EA 1193 ; l'Unité Mixte de Recherche 6570, Temps, Espaces, Langage, Europe Méridionale, Méditerranée de l'Université de Provence (TELEMME) ; le Centre de Recherches Interdisciplinaires en Sciences humaines et sociales de l'Université de Montpellier (CRISES), EA 4424 ; enfin, le Centre Savoirs et Pouvoirs de l'Antiquité à nos jours de l'Université d'Orléans (SAVOURS), EA 3272. La coordination du projet ICEM est assurée par Jean-Paul Pellegrinetti (coordinateur de l'ensemble), professeur d'histoire contemporaine à l'Université Nice Sophia Antipolis, Jean Garrigues, professeur d'histoire contemporaine à l'Université d'Orléans, Jean-Marie Guillon, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Provence et Jean-François Muracciole, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Montpellier III.

Au plan géographique, seize départements, avant 1962, ou treize après l'indépendance de l'Algérie sont concernés, du littoral héraultais à la frontière maralpo-italienne, des Alpes du Sud aux rivages nord-africains. Il s'agit des trois départements d'Algérie (Alger, Oran, Constantine), des six départements formant l'actuelle région Provence Alpes Côte d'Azur (Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Vaucluse, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes), des deux départements constitutifs de la région Corse (Corse-du-Sud et Haute-Corse) et des cinq départements regroupés dans l'ancienne région Languedoc-Roussillon (Hérault, Aude, Pyrénées-Orientales, Gard et Lozère). La diversité des regroupements territoriaux autorisera ainsi une approche multiscalaire particulièrement bienvenue pour aborder les identités territoriales.

---

## AUTEUR

JEAN-PAUL PELLEGRINETTI